## L'ÉCONOMISTE SALAH MOUHOUBI AVERTIT :

# «L'Algérie est très vulnérable aux chocs extérieurs»

***A ceux qui affirment que la crise financière mondiale n'affectera pas l'Algérie, l'économiste Salah Mouhoubi répond que la crise ne s'arrête pas aux frontières physiques.***

**Nawel Imès - Alger (Le Soir) -** Pire encore, il estime que «l'Algérie est très vulnérable aux chocs qui viennent de l'extérieur. C'est même l'un des pays les plus vulnérables».

L'économiste, qui intervenait hier au niveau du centre de recherche stratégique du quotidien *Echaâb,* ajoute que ce n'est pas parce que le pays «n'a pas d'économie» et qu'il se contente de vendre du pétrole qu'il sera à l'abri.

Il estime que lorsqu'un pays dépend des revenus du pétrole et qu'il dépose ses avoirs dans des banques étrangères, il a de quoi s'inquiéter.

Une inquiétude qui, visiblement, ne va pas disparaître de sitôt puisque, selon l'analyste, la crise n'a pas encore livré tous ses secrets et que le pire pourrait bien arriver dans les mois à venir.

Salah Mouhoubi n'hésite pas à faire le parallèle avec la crise de 1929 qui a eu comme conséquence une récession à l'échelle mondiale. C'est, selon lui, ce qui explique que le monde retient aujourd'hui son souffle et qu'il ne sera «plus jamais comme avant».

Ce que regrette l'économiste, c'est que les leçons du passé ne soient pas retenues, notamment celles de la crise asiatique qui avait été principalement déclenchée par la spéculation et l'absence de régulation.

«Ce n'est tout de même pas un hasard si la crise vient des USA. Son économie est très particulière, elle est fondée sur l'endettement et une totale opacité du système bancaire», dit Salah Mouhoubi, qui reproche aux dirigeants américains et européens, la légèreté avec laquelle ils ont réagi face à une crise dont les prémices remontent, selon lui, à 2007.

Photo : DR

«Si Merkel, Brown et Sarkozy se sont rencontrés en 2007 à Londres pour évoquer la crise financière qui menaçait le monde, ce n'était pas fortuit.»

Une crise qui, selon lui, a mis à nu tout un système mais qui, paradoxalement, pourrait avoir des effets positifs.

Lesquels ? Selon l'analyste, il faudra s'attendre, à terme, à une restructuration des banques, à un retour de l'Etat dans la sphère financière et peut-être au début de la fin de l'hégémonie américaine.

Faut-il pour autant s'attendre à la mort du capitalisme ? Non, répond-il, le capitalisme a encore de beaux jours devant lui.

**N. I.**

## VISITE DE GHOUL À BOUIRA

# Les derniers tronçons qui énervèrent le ministre

***«Nous avons affaire à une entreprise d'envergure internationale, mais qui n'arrive pas à livrer dans les délais 3,5 km ! C'est grave !» Voilà en substance la réaction du ministre Amar Ghoul pendant sa visite dans la wilaya de Bouira pour inspecter les derniers tronçons restés en rade dans le cadre de la réalisation des grands ensembles qui constituent les 101 km de l'autoroute Est-Ouest qui traversent la wilaya de Bouira.***

Le ministre, qui était en colère, a immédiatement instruit le représentant de l'ANA pour appliquer les pénalités de retard à l'entreprise incriminée, Todini en l'occurrence, dont on dit pourtant beaucoup de bien tant elle est de renommée internationale.

Cependant, malgré le satisfecit obtenu pour la réalisation du contournement de la ville d'El-Esnam sur 12 km, force est de constater que cette entreprise italienne a été chargée de la réalisation du tronçon entre Bouira et El-Adjiba, sur 26 km, piétine toujours au niveau des 4 km qui relient Oued-Eddous à la sortie sud de la ville de Bouira jusqu'à Draâ-Laâtech ainsi que sur les 10 km qui contournent la ville de Bechloul et qui relient la sortie est d'El-Esnam à El-Adjiba.

Ces deux parties avaient été défalquées dans un premier temps de la durée impartie pour la réception de tout le projet. Or, après la réception du tronçon de 12 km qui contourne la ville d'El-Esnam en juillet 2007, le ministre des Travaux publics avait donné assez de temps à Todini pour achever les 4 km qui comprennent un viaduc ainsi que la partie allant d'El-Esnam jusqu'à El-Adjiba.

Ces deux tronçons devront être achevés avant la fin de l'année en cours, sinon Todini «se verra infligée des pénalités sévères», dira le ministre au représentant de l'ANA, appelé à suivre 24 heures sur 24 le rythme des travaux et à appliquer la sanction.

Cela dit, l'ire du ministre Ghoul avait déjà été déclenchée lors de l'inspection du 2e tube du tunnel Aïn-Chriki.

Le rythme des travaux est très lent alors que les délais pour la réception du projet étaient fixés au plus tard au mois de novembre 2008. Voyant les tergiversations des responsables chargés de la réalisation de ce 2e tube long de 1 200 mètres, le ministre somma ces derniers de recruter plus de main-d'œuvre et de faire travailler tous les engins afin d'achever les travaux dans les délais, c'est-à-dire fin novembre prochain.

Et comme pour acculer les responsables de ce projet, le ministre invita sur place l'entreprise chargée de l'installation de la ventilation et de l'éclairage au niveau du premier tube, qui est opérationnel depuis juillet dernier, à entamer dès à présent son travail afin que le tunnel soit ouvert à la circulation dès sa réception.

Enfin, seule consolation pour le ministre des Travaux publics, le dernier tronçon de 16 km qui va d'El-Adjiba jusqu'aux frontières avec Bordj-Bou-Arréridj et dont les délais de réalisation s'étaleront jusqu'à fin 2009.

Là, l'entreprise chinoise CITIC-CRCC est non seulement dans les délais mais en avance au niveau de certains points.

Cependant, le ministre a insisté pour accélérer la cadence des travaux et achever quelques ouvrages d'art avant l'arrivée des grandes pluies de décembre et janvier.

Rappelons que le ministre Ghoul qui a promis de revenir dans trois semaines pour inspecter le tronçon Lakhdaria-Khemis-El-Khechna, long de 18 kilomètres et le tunnel de Bouderbala, a inauguré une unité d'intervention de la Protection civile installée à Djebbahia, dans l'ancienne base de vie de Cosider.

**Y. Y.**

## CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE

# L'UGTA plaide pour le «protectionnisme» de l'économie

Les pays émergents ou en voie de développement sont-ils dans l'obligation d'adopter une stratégie dite «protectionnisme» de leurs économies pour faire face aux conséquences de la crise financière mondiale ? L'idée a été évoquée hier à l'ouverture des travaux du Conseil arabe des syndicats du gaz, de l'industrie et de l'électricité tenus à l'hôtel El-Aurrassi à Alger.

A l'ouverture de la session, le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, a abordé le sujet. Selon lui, «il ne faut plus avoir aujourd'hui des réserves pour privilégier le protectionnisme de son économie».

Et pour étayer ses arguments, Sidi Saïd cite le cas du gouvernement américain qui «a opté pour une politique de protection de son économie en décidant de nationaliser certaines banques pour faire face à la crise financière».

Le patron de l'Union a fait savoir également que «l'UGTA, en sa qualité de syndicat d'un pays émergent et affilié à plusieurs organisations syndicales internationales, compte saisir le Bureau international du travail (BIT) par le biais d'un mémorandum ainsi que la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA) pour la convocation d'une session extraordinaire de son conseil en vue de débattre des conséquences de la crise sur les pays émergents et arrêter une stratégie commune».

Selon l'orateur, l'idée sera élargie également aux organisations syndicales africaines affiliées à l'OUSA.

Cette sortie médiatique du syndicaliste conforte les dernières décisions du gouvernement concernant l'économie ou celles inscrites dans le cadre de la loi de finances 2009.

En effet, une des dispositions contenues dans cette loi stipule que «des mesures seront prises au profit d'un grand nombre d'entreprises publiques économiques et qui consistent en l'assainissement de leur portefeuille financier».

A ce sujet, on indique qu'elles seront au moins deux cents entreprises publiques économiques (EPE) à bénéficier de cette mesure, dont la majorité est issue du secteur industriel.

Cette session ordinaire du Conseil arabe des syndicats du gaz, de l'industrie et de l'électricité, représentant plus de 500 000 travailleurs, sera sanctionnée, selon ses organisateurs, par un mémorandum traitant de la question énergétique qui sera transmise aux présidents et gouvernements des pays arabes.

**A. Bettache**